



Votre eau Notre essentiel



Plan stratégique
2020-2022

—
Première évaluation (2020) et
ajustement budgétaire pour 2022

—
Assemblée générale ordinaire
du 16 décembre 2021





**Votre eau
Notre essentiel**



Le papier utilisé pour cette couverture est certifié FSC (Forest Stewardship Council).

Cette certification atteste d'une série de principes et de critères de gestion forestière mondialement reconnue. L'objectif de la certification FSC est de promouvoir une gestion responsable de la forêt.

La Compagnie Intercommunale Liégeoise des Eaux SCRL

La CILE fut constituée en vertu de l'arrêté royal du 12 février 1913 et par acte passé le 27 décembre de la même année. La CILE est une intercommunale pure qui associe 27 communes essentiellement sur les arrondissements de Liège et Huy-Waremme, la Province de Liège, la SWDE, l'A.I.D.E et INTRADEL. Elle est soumise au régime juridique organisé dans le livre V, première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. La CILE exerce une mission de service public et, à ce titre, est une personne morale de droit public. Elle a adopté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée.

La CILE a pour objet social la production et la distribution d'eau potable.

Ses statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et, la dernière fois, lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 21 juin 2018 (Publication aux Annexes du Moniteur belge du 25 juin 2018).



PLAN STRATÉGIQUE 2020-2022

—
PREMIÈRE ÉVALUATION (2020) ET
AJUSTEMENT BUDGÉTAIRE POUR 2022



TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE	7	3. Rémunérations et charges sociales	30
1. PLAN STRATÉGIQUE 2020-2022 PREMIÈRE ÉVALUATION (2020)	9	4. Amortissements	30
LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION : PRODUIRE ET TRANSPORTER L'EAU EN TEMPS DE SÉCHERESSE ET DE PANDÉMIE	11	5. Provisions	31
Garantir la continuité de l'approvisionnement en eau	11	6. Réductions de valeur	31
Augmenter le niveau général de la qualité de l'eau	12	7. Autres charges d'exploitation	32
Améliorer le rendement du réseau	12	8. Charges d'exploitation non récurrentes	32
Focus sur la recherche de fuites	13	VENTES ET PRESTATIONS	33
LE SUPPORT TECHNIQUE : RENOUVELER LES INSTALLATIONS	15	1. Chiffre d'affaires	33
LA CELLULE QUALITÉ : METTRE EN PLACE DES PRATIQUES EXEMPLAIRES ET RECONNUES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE	17	2. Variation des encours & produits finis	35
LES RESSOURCES HUMAINES : S'ADAPTER AUX NOUVELLES MÉTHODES DE TRAVAIL	19	3. Production immobilisée	35
LA COMMUNICATION : RASSURER CLIENTS ET TRAVAILLEURS	21	4. Autres produits d'exploitation	36
L'INTERNATIONAL : PARTAGER LE SAVOIR-FAIRE AU-DELÀ DES FRONTIÈRES	23	5. Produits d'exploitation non récurrents	36
L'INFORMATIQUE : LA CRISE, UNE OPPORTUNITÉ POUR MUER	25	RÉSULTAT FINANCIER	37
2. PLAN STRATÉGIQUE 2020-2022 ÉVALUATION BUDGÉTAIRE DU PLAN STRATÉGIQUE 2020	27	1. Les charges financières	37
CHARGES D'EXPLOITATION	28	2. Les produits financiers	37
1. Achats	28	CHARGE FISCALE	38
2. Services et biens divers	29	ÉVALUATION BUDGÉTAIRE AU 31-12-2020 - SITUATION CONSOLIDÉE	39
		Charges	39
		Produits	40
		3. PLANS STRATÉGIQUE 2020-2022 AJUSTEMENT BUDGÉTAIRE POUR 2022	43
		1. INTRODUCTION	44
		2. LE BUDGET GÉNÉRAL	46
		2.1. Budget 2022	46
		2.2. Hypothèses d'élaboration de l'ajustement budgétaire	48
		3. PLAN D'INVESTISSEMENTS 2022	52
		4. BUDGET GÉNÉRAL 2022	53
		5. BUDGET GÉNÉRAL 2022 - ANNEXES	56
		6. CONSOLIDÉ	59





PRÉAMBULE



À l'heure où j'écris ces quelques lignes, la pandémie et ses conséquences, tant sur le plan social qu'économique, restent d'actualité.

Néanmoins, dans ce contexte, notre société a su adapter son mode de fonctionnement pour atteindre ses principaux objectifs. Même, si force est de constater que certains d'entre eux ont dû être, pour partie, postposés. En effet, nous avons investi plus de 5 millions d'euros en 2020 pour respecter nos obligations liées à la Directive européenne relative au plomb. Nous avons, également, poursuivi le renouvellement et l'entretien de nos infrastructures de production et de distribution. Par ailleurs, nous avons déployé une technologie qui permettra, à terme, le rapatriement, le contrôle et la gestion des données de comptage intelligent.

Nos objectifs stratégiques prévoyaient également l'implémentation de la norme ISO 27001 relative au management de la sécurité de l'information, ainsi que la transposition de la Directive européenne NIS (pour « Network and Information Security »). C'est aujourd'hui chose faite et nous ne pouvons que nous en féliciter, car notre société est l'une des rares, en Belgique, à avoir obtenu ce précieux sésame.

Nous avons également programmé la concrétisation de collaborations sectorielles, notamment celles recommandées par l'étude BERGER, initiée par le Gouvernement Wallon pour favoriser les synergies entre les différents opérateurs du cycle anthropique de l'eau. Elles sont en cours au travers de différents groupes de travail.

Au niveau plus local, notre collaboration avec l'opérateur RESA est devenue réalité. Elle se matérialise notamment par la mise en place d'une cartographie partagée de nos réseaux respectifs.

Je manquerais à mon devoir si je ne mettais pas en exergue la qualité du travail des équipes au quotidien, et plus précisément, à nouveau, lors des inondations de juillet 2021.

Pour en terminer, ce qui précède n'aurait pu être possible sans le soutien indéfectible de notre Conseil d'Administration, mais aussi sans les excellentes relations que nous entretenons avec nos associés. Je tiens à les en remercier sincèrement.

Francis BEKAERT
Président





CILE / PLAN STRATÉGIQUE 2020 - 2022 / PREMIÈRE ÉVALUATION (2020)

1.

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2022

PREMIÈRE ÉVALUATION (2020)

Le cap fixé par le plan stratégique 2020-2022 est axé sur les perspectives suivantes :

1. Le maintien d'un niveau d'investissement annuel de l'ordre de 20 millions d'euros ;
2. Le recentrage des départements sur les métiers de l'eau et dont les objectifs prioritaires sont :
 - l'augmentation du rendement des réseaux ;
 - le renouvellement des raccordements vétustes ;
 - le maintien du taux de renouvellement des installations.

Pour ce faire, l'informatique est au cœur de tous les défis.

L'année 2020, fortement perturbée par le COVID 19, a nécessité la révision de nos méthodes de travail en fonction des spécificités de chaque département et du mode d'organisation des équipes de terrain qui ont travaillé en clusters distincts.

La rapide transition vers le télétravail, pour les fonctions qui le permettaient, a été rendue possible grâce à un travail anticipatif mené par le Département des Ressources Humaines avec le support des équipes informatiques.

Ce télétravail n'a pas perturbé fondamentalement la poursuite de nos objectifs stratégiques.



Les activités d'exploitation

PRODUIRE ET TRANSPORTER L'EAU EN TEMPS DE SÉCHERESSE ET DE PANDÉMIE

Globalement, la plupart des indicateurs d'exploitation sont au vert, que ce soit en termes de rendement, d'efficacité des interventions réalisées ou de ratio énergétique par mètre cube produit.

GARANTIR LA CONTINUITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

L'évolution des nappes aquifères invite à rester vigilant. Pour la quatrième année consécutive, l'année 2020 a été marquée par une **importante sécheresse** associée à des périodes caniculaires dont le lien avec le réchauffement climatique apparaît bien évident.

Cette situation n'a pas empêché la CILE grâce à de bonnes recharges hivernales qui ont soutenu la production des prises d'eau de Néblon, mais aussi grâce au **système d'interconnexions** de nos réseaux développé ces dix dernières années sur les principales ressources de la Province (Hesbaye, Néblon, Modave et barrages de la Vesdre).

Le spectre d'une raréfaction des ressources en eau constitue néanmoins un **avertissement pour l'ensemble du secteur wallon de l'eau**. Il conviendra de garantir la continuité de l'approvisionnement en eau de l'agglomération liégeoise au travers des nouveaux équilibres qui résulteront du schéma directeur de la production d'eau en Wallonie. Des groupes de travail ont été mis en place par le Service Public de Wallonie et la Société Wallonne des Eaux pour actualiser l'évaluation des réserves en eau de la Wallonie.

L'un d'eux est chargé d'actualiser les modèles mathématiques des grands aquifères. **La nappe des craies de Hesbaye** y est considérée comme étant prioritaire, car des études mettent en évidence une baisse importante du niveau de la nappe et du débit du Geer ces vingt dernières années, en lien avec l'évolution des températures et de la pluviométrie moyennes. L'impact des prélèvements doit aussi être analysé. Des contacts ont été initiés entre les producteurs wallons et flamands concernés par cet aquifère transrégional.

AUGMENTER LE NIVEAU GÉNÉRAL DE LA QUALITÉ DE L'EAU

En 2020, la CILE a :

- prélevé 10.892 échantillons d'eau sur son réseau, du captage au robinet du consommateur ;
- géré l'analyse de 163.462 paramètres.

La société Belac a procédé à un audit de surveillance de **notre laboratoire interne**, destiné à vérifier le **respect de la norme ISO 17025**. Cet audit a confirmé la compétence de nos équipes pour les étalonnages et les analyses. En 2020, le laboratoire aussi a fait l'acquisition d'un nouvel analyseur permettant le dosage simultané d'une trentaine de métaux incluant le mercure. La technique d'électro-chloration, éprouvée à la station d'Ans, a été retenue pour moderniser les installations de chloration tant de Hologne (encore au gaz) que de Jeneffe (hypochlorite).

La CILE a poursuivi le développement de méthodologies permettant de réaliser les plans de gestion de la **sécurité sanitaire de l'eau** sur ses zones de distribution. Deux zones-pilotes ont été mises à l'épreuve de tests et les résultats sont en cours d'analyse. Le but est d'éprouver une méthodologie qui pourra ensuite être appliquée par l'ensemble des distributeurs. En parallèle, des ouvrages d'art ont également été soumis à une analyse de risques.

Depuis plusieurs années, la CILE a participé activement à la préparation de la Certification des Immeubles Bâti pour l'Eau, connue sous l'appellation « **CertIBEau** ». Notre équipe a assuré la **formation « eau potable » de tous les centres de formation wallons** qui formeront, à leur tour, les futurs certificateurs en charge de la réalisation des audits des nouveaux bâtiments.

AMÉLIORER LE RENDEMENT DU RÉSEAU

Optimiser le rendement du réseau est l'un des axes majeurs du plan stratégique. En 2020, la mise en place d'une cellule interne « recherche de fuites » a permis d'identifier et de **réparer 3 fuites importantes** sur l'ancienne adduction de Néblon (siphon de Poulseur, galerie de Comblain et galerie à Hamoir).

Les fuites sont également mieux repérées grâce aux essais de rapatriements de données de compteurs avec de nouveaux boîtiers complètement autonomes. Avantage ? Disposer automatiquement d'informations à une fréquence quotidienne, alors que la fréquence était mensuelle, via un relevé manuel. Nos équipes peuvent alors réagir rapidement en cas de dysfonctionnement avéré, comme des fuites.

La réflexion portée sur **les besoins énergétiques** de la CILE dans la foulée du marché conjoint d'achat d'électricité avec la SWDE et la SPGE, s'est poursuivie en 2020. VIVAQUA et la SBGE ont rejoint le mouvement. Objectif ? Rechercher des solutions techniques en vue de la **diminution des consommations et des coûts au MWh utilisé**.

Pour **éviter de démultiplier les chambres de comptage** et les moyens de transmission, la collaboration avec le service performance réseau de la SWDE initiée en 2018 s'est prolongée en 2020 : le partage croisé des informations des compteurs permet l'achat ou la vente d'eau respectivement gérés par chacune des parties.

La CILE reste le fournisseur exclusif d'Aquaflanders (représentant les producteurs et distributeurs d'eau en Flandre) en bonbonnes de 10 litres destinées à répondre à des situations d'urgence au travers d'un contrat de 9 ans. Des conventions de fourniture ont également été signées avec l'InBW et la SWDE.

FOCUS SUR LA RECHERCHE DE FUITES

À l'instar de la production (265 kilomètres de conduites entre captages et ouvrages d'art), la distribution d'eau s'est également centrée, en 2020, sur la recherche de fuites dans les 3.425 kilomètres de conduites situées entre les ouvrages d'art et le compteur des usagers. Nos équipes ont réparé 2.050 fuites, soit **21% de plus qu'en 2019**, ce qui correspond à une économie d'eau de pratiquement 24.000 mètres cubes chaque jour.

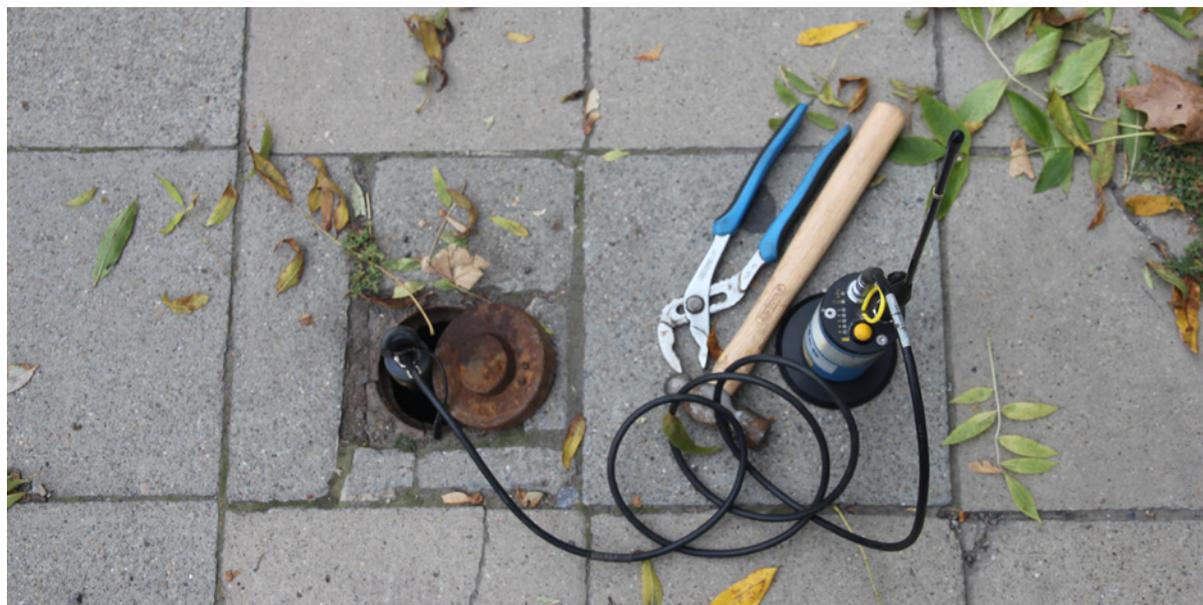
Les volumes d'eau non enregistrés comprennent les pertes en eau au travers de fuites, mais également celles liées aux fraudes et l'utilisation de l'eau sans comptage (purges, exploitation des réseaux, services de secours, ...). Grâce à un renfort en termes de ressources humaines, et un investissement dans des technologies innovantes, nos efforts se voient gratifiés **puisque le rendement de réseau est resté stable** en 2020 (il était en diminution ces dernières années).

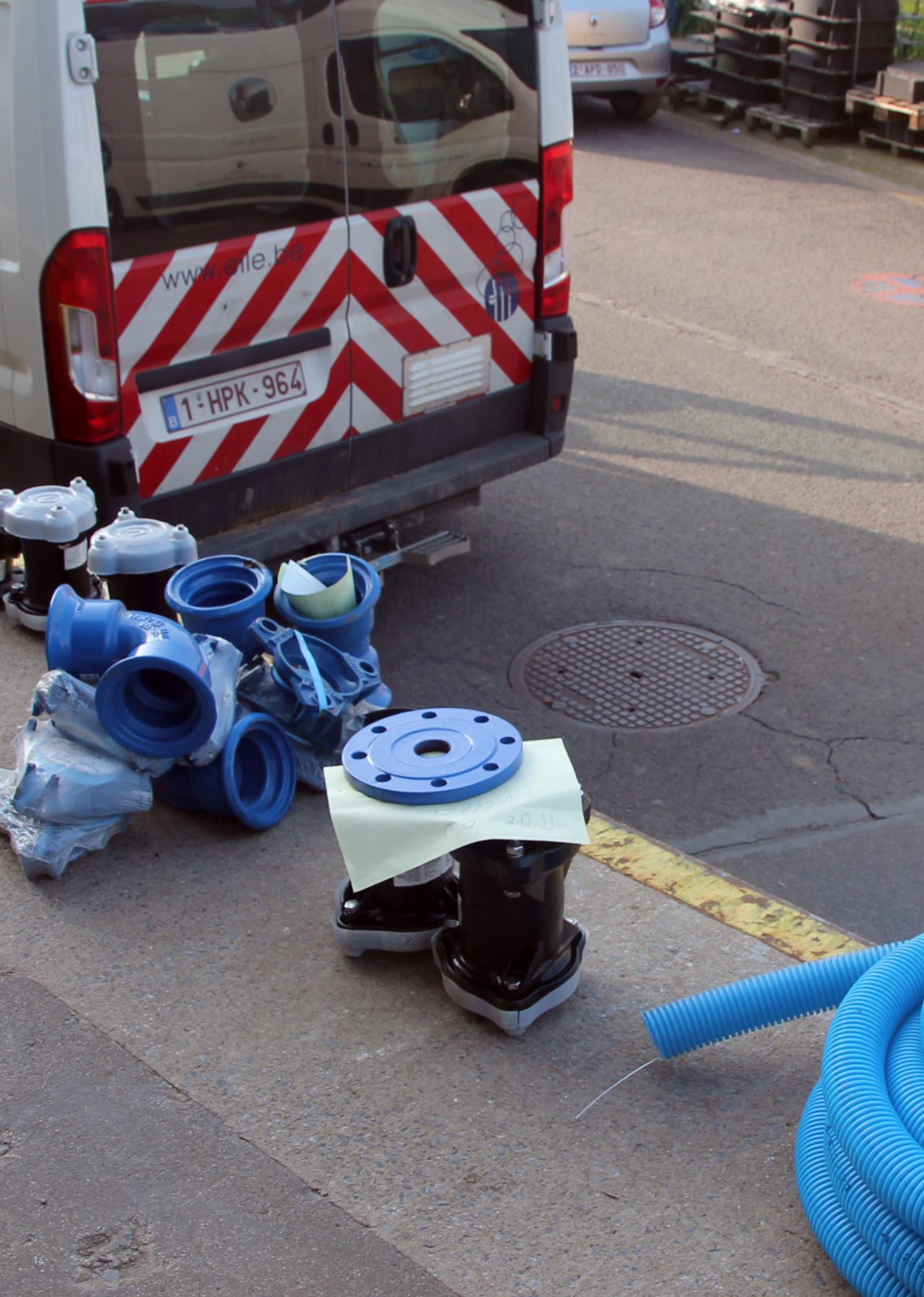
Par ailleurs, la réduction des pertes en eau passe par la rénovation des infrastructures. Nous avons resserré la collaboration avec nos communes associées en nous intégrant dans la réflexion de l'établissement de leurs Plans d'Investissement Communaux (PIC) prochains.

À l'avenir, l'indicateur « Rendement de réseaux » sera complété par l'**Indice Linéaire de Perte (ILP)** qui mesure le nombre de m³ non comptabilisés par kilomètre de réseau et par jour. Un réseau est considéré comme bon si son ILP est de l'ordre de 4 à 4,5 m³ par kilomètre et par jour ; les réseaux de la CILE présentent actuellement un ILP global d'environ 8 m³/km/jour.

Nos efforts seront encore renforcés grâce à diverses initiatives parmi lesquelles : l'achat et le déploiement de plots de corrélation, d'hydrophones télégérés et de nouveaux débitmètres communicants ; la mutation des compteurs vétustes ; la télégestion des compteurs réseau ; le renouvellement de conduites prioritaires en fonction du taux de fuite.

Enfin, une cellule plomb a été reconstituée au sein du support technique. Elle finalisera le remplacement systématique des raccordements en plomb. En effet, la crise sanitaire a grandement perturbé les plannings de remplacements nécessitant une prolongation de nos travaux en 2022.





www.cile.be

B 1-HPK-964

100
D
30 V

Le support technique

RENOUVELER LES INSTALLATIONS

En 2020, le Bureau d'Études a finalisé les dernières phases des travaux du projet de **dédoublage de l'adduction de Néblon**. Nous clôturons ainsi un **projet d'envergure qui se sera étalé sur plus de 10 ans**, offrant ainsi une sécurisation solide pour notre clientèle en cas d'incident ponctuel sur nos infrastructures.

En 2020, plusieurs **chantiers de renouvellement** ont été menés : 9 chantiers ont été clôturés et 12 autres ont été entamés, pour se poursuivre en 2021. Ils ont permis le renouvellement de plus de 8 kilomètres de canalisations et de 500 branchements particuliers, dont 180 vétustes, contribuant ainsi à plusieurs objectifs stratégiques.

Notre Bureau d'Études a aussi produit 9 projets complets d'équipement en distribution d'eau pour le compte d'investisseurs privés ou de parcs d'activités économiques. Ces chantiers représentent une **augmentation de près de 5 kilomètres de notre patrimoine de canalisations**.

Parallèlement, notre Bureau d'Études a repris l'élaboration d'un projet d'aménagement d'une petite **centrale de pompage**, pour le compte de la Commune de Trois-Ponts par l'entremise d'un marché public que la CILE a remporté. Ce projet devra être finalisé au premier trimestre 2022, ce qui clôturera le premier projet global de liaison des réseaux « Sur-le-Meez - Fosse » dont la commune de Trois-Ponts nous a confié l'étude.

Pour réaliser ces missions, le Bureau d'Études s'appuie sur une **cartographie en phase avec l'évolution de la géomatique**. En 2020, avec la collaboration du département informatique, il a poursuivi le développement et la migration de nos données vers un nouveau logiciel SIG (Système d'Information Géographique). L'ensemble des plans et croquis de repérage ont migré vers un environnement « SharePoint » afin de faciliter la recherche et la visualisation de ce type de documents. Parallèlement, le volet « mobilité » se développe, pour permettre une consultation des données sur le terrain et **faciliter la remontée d'informations**.

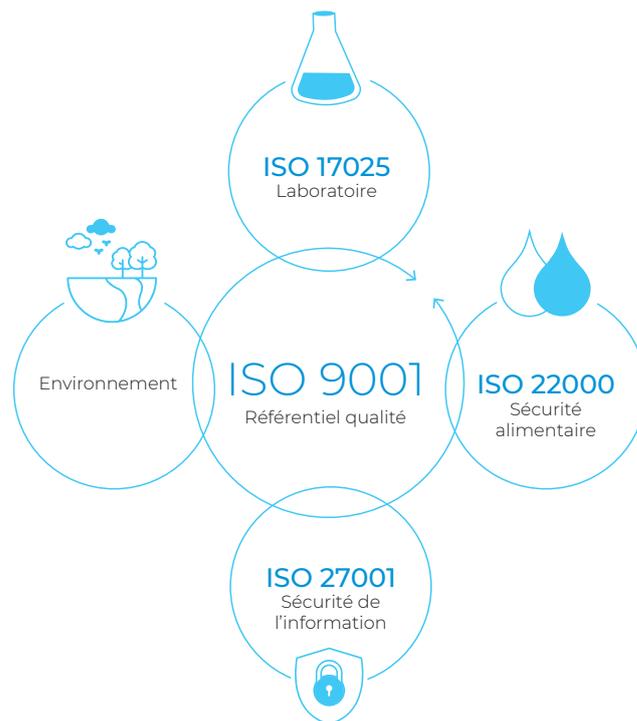
En 2020, Covid oblige, l'équipe de la maintenance des bâtiments a mis en place des mesures qui ont contribué à la protection de nos clients et de notre personnel : adaptation des accès aux vestiaires et douches, placement de distributeurs de gel hydroalcoolique et d'une signalétique adaptée, pose d'hygiaphones, etc.



La cellule qualité

METTRE EN PLACE DES PRATIQUES EXEMPLAIRES ET RECONNUES À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

L'ensemble des labels et certifications, complété par d'autres outils tels que le plan de gestion de sécurité sanitaire de l'eau, les exercices de crise, les initiatives environnementales... forment un même système de management intégré (SMI).



<p>ISO 9001 (SMQ) (Système de management de la qualité)</p> 	<p>ISO 17025 (Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais)</p> 	<p>ISO 22000 (SMSDA) (Système de management de la sécurité des denrées alimentaires)</p> 	<p>ISO 27001 (SMSI) (Système de management de la sécurité de l'information)</p> 
<p>Concerne toutes les activités de la CILE</p>	<p>Concerne le laboratoire</p>	<p>Concerne l'usine d'embouteillage d'Hamoir</p>	<p>Concerne certaines activités de la CILE</p>



Le plan stratégique a fixé le maintien des certifications existantes (ISO 9001 et ISO 22000) et de l'accréditation ISO 17025. En tant qu'opérateur de service essentiel, nous avons aussi travaillé sur la sécurisation de notre système d'information, par l'obtention de la certification ISO 27001, liée à la gestion de la sécurité de l'information.

Ces objectifs ont donné lieu à la **réalisation d'audits externes en 2020** : tous ont donné satisfaction aux organismes de certifications et d'accréditation.

La mise en œuvre du **système de management intégré** se traduit au jour le jour par un **travail de fond** qui se décline en analyses de risques réalisées pour tous les processus, mises à jour des descriptifs de processus, tenue des revues de direction des différents référentiels, évaluation des prestataires externes, revue de la politique qualité, formation et sensibilisation du personnel à la sécurité de l'information, etc.



Les Ressources Humaines

S'ADAPTER AUX NOUVELLES MÉTHODES DE TRAVAIL

La réflexion de l'organisation des ressources humaines s'est poursuivie, avec l'objectif de mener à bien une série de chantiers tels que la réforme du statut et du règlement de travail, la mise à jour des profils de compétences, la mise en place d'un nouvel organigramme fonctionnel, l'implémentation d'un nouvel outil de gestion et l'adaptation de notre système de pension.

Pour développer cette transformation, le Service des Ressources Humaines a mis en place la feuille de route « **HEVO** » qui s'articule autour de 4 piliers : l'Humain, l'Épanouissement, les Valeurs et l'Organisation. Celle-ci devrait permettre l'évolution des carrières et des moyens humains nécessaires à l'atteinte des objectifs de l'entreprise.

La pandémie a évidemment eu un **impact sur la définition des priorités** et certains projets (formation, recrutements, ...) ont dû être reportés. En collaboration avec les représentants des travailleurs, le Service des Ressources Humaines a fait face au **bouleversement organisationnel**.

Les réponses à ce défi se sont manifestées dans l'organisation des équipes, du temps de travail, la mise en place accrue du télétravail, une plus grande flexibilité des horaires et une optimisation des moyens de déplacement.





inbw

inasep
votre eau, notre métier



inbw

inasep
votre eau, notre métier



Station de traitement d'Ann



Recherches de l'eau



Station de traitement de Waroux



Recherche de l'eau

La communication

RASSURER CLIENTS ET TRAVAILLEURS

Au lendemain de notre participation au Village de l'Eau au Salon Municipalia de février 2020, la pandémie nous force à différer toutes nos actions événementielles internes et externes programmées. Le Service Communication s'attelle à **rassurer clients et travailleurs**, à fournir toutes les indications sur les mesures de prévention contre la pandémie.

La **communication vers les clients** transite par les réseaux sociaux et le site internet de l'entreprise, avec succès comme en témoignent les statistiques.

Nous déployons une **communication interne plus intense** permettant de **conserver au mieux le lien** avec les télétravailleurs, mais aussi les équipes de terrain. Celles-ci sont en effet amenées, par la réorganisation du travail et l'élargissement des plages horaires d'arrivée et de départ, à ne plus se côtoyer de la même manière.

Des **solutions créatives** vont se développer au travers de **nouveaux outils** : SMS, messagerie électronique, ou SharePoint pour de l'information plus détaillée.

Plusieurs supports d'information interne sont mis en place : Plan de Continuité des Affaires (PCA), mais aussi procédures pour mieux travailler à distance et capsules vidéos. Ces productions sont doublées par de l'affichage ou de la **distribution papier** pour le personnel non équipé de matériel de consultation digitale, comme les fontainiers.



L'international

PARTAGER LE SAVOIR-FAIRE AU-DELÀ DES FRONTIÈRES

Si l'eau est une ressource locale, le savoir-faire se partage au niveau international. En 2020, les activités dans ce domaine ont continué, mais sous une forme adaptée à la crise sanitaire.

Le développement international se déploie suivant 3 axes :

1. La veille des technologies et de la gouvernance de l'eau, avec en 2020 une réorientation vers des séminaires virtuels et une offre élevée de webinaires variés.

2. L'adhésion et la participation active à divers organismes internationaux : les échanges ont continué par téléconférence avec les experts de W-Smart en vue d'élaborer une nouvelle version de notre Plan Interne d'Urgence et d'Intervention. Il s'agit notamment de définir des critères d'alerte et de donner une notion plus fine et progressive des niveaux de crise par un piquet de garde. La CILE a aussi accueilli et organisé le 71e Board des Gouverneurs du Conseil Mondial de l'Eau qui se sera finalement tenu à Liège au mois de février 2020, face aux candidatures de Londres et de Bruxelles.

3. La valorisation du savoir-faire de la CILE à l'international : les activités ont été ralenties en raison des conditions sanitaires. Le renouvellement de la convention Lubumbashi 2030 est toujours en cours d'examen par la Commission européenne. La CILE a collaboré avec la SWDE pour présenter des candidatures pour l'appel du GWOPA en vue de constituer des Wop's (Water Operators Partnership). Deux dossiers ont été préparés : au Rwanda, avec la Wasac et l'opérateur néerlandais VEI, ainsi qu'en Guinée, avec la SEG et l'ONEE-Branche eau marocain.



L'informatique

LA CRISE, UNE OPPORTUNITÉ POUR MUER

En 2020, la CILE a été au cœur de l'action pour relever les défis liés à la crise sanitaire. En priorité, il s'agissait de nous adapter rapidement pour assurer la continuité du service à la clientèle, mais aussi mettre tout en œuvre afin de poursuivre le programme de digitalisation de l'entreprise.

Nous avons décidé de profiter de la situation instable et inconnue pour prendre du recul, afin de repenser l'organisation et de mener à bien le programme de transformation digitale de la CILE.

La crise sanitaire a surpris tout le monde et déstabilisé de nombreux secteurs d'activités. Mais force est de constater qu'elle a été **un accélérateur sans précédent dans l'adoption des outils de travail collaboratifs** nécessaires au télétravail, ainsi que le développement de la mobilité et l'optimisation des performances.

En 2019, notre équipe avait migré dans le Cloud des applications qui permettent le télétravail et la mobilité. Exemples : la "planothèque" pour les dessinateurs ainsi que la gestion électronique de documents pour la relation avec la clientèle. Les données sont dès lors accessibles à tout moment, et depuis n'importe quel lieu.

Lors du premier confinement en 2020, **tout était donc prêt** pour répondre à l'obligation de télétravail. Outlook et Teams sont aujourd'hui les deux outils de la suite Office Microsoft 365 les plus utilisés au sein de la CILE. Cela dit, les outils de cette suite restent largement sous-exploités, c'est pourquoi, en 2021, **des formations sont données à tous les employés** avec un outil d'e-learning. La volonté est vraiment d'augmenter la productivité et le confort de travail de tous.

Une autre grande réalisation de l'équipe informatique a trait à la **cybersécurité** et la lutte contre le piratage informatique. La CILE avait entamé ce projet de certification ISO 27001 en 2019, qui a abouti en décembre 2020. Il s'agit d'une réalisation majeure qui fait de la CILE le **premier opérateur de service essentiel du secteur de l'eau potable en Belgique à obtenir la conformité à la loi NIS** (Network and Information Security) liée à la cyberdéfense.

Une autre obligation réglementaire est la mise en conformité des **traitements de données à caractère personnel (RGPD)** : l'ensemble des traitements et relations avec nos clients et fournisseurs a été passé au peigne fin pour être conforme à ce règlement.







CILE / PLAN STRATÉGIQUE 2020 - 2022 / ÉVALUATION BUDGÉTAIRE DU PLAN STRATÉGIQUE 2020

2.

PLAN STRATÉGIQUE 2020 - 2022

ÉVALUATION BUDGÉTAIRE DU PLAN STRATÉGIQUE 2020

(au 31 décembre 2020)

A l'instar des exercices précédents et pour la bonne compréhension de l'évaluation du plan stratégique 2020, notre analyse, entre d'une part le réalisé et d'autre part ce qui fut budgétisé 16 mois auparavant, portera uniquement sur la valeur consolidée des activités de Production et de Distribution.

CHARGES D'EXPLOITATION

Globalement les charges d'exploitation de 2020 sont **1,81 %** inférieures aux prévisions établies courant du 3^e trimestre 2019, ce qui représente un boni de 2,584 millions d'EUR sur un budget de 142,975 millions d'EUR. L'étroitesse de l'écart relevé sur l'ensemble des charges d'exploitation de 2020, entre le budget établi et le réalisé, témoigne d'une approche budgétaire rigoureuse et sérieuse.

Par grandes rubriques comptables, nous analysons les écarts et en justifions les motifs et raisons.

1. ACHATS

Le budget total des achats, qui représente 51 % du total des charges d'exploitation, a été évalué à 73,072 millions d'EUR pour un coût final arrêté à 71,674 millions d'EUR, ce qui génère un boni budgétaire de **1,398 million d'EUR** pour 2020 (1,91 % du budget), justifié par :

- Une charge d'assainissement moindre de 2,251 millions d'EUR, résultant d'une surestimation des volumes consommés soumis à l'assainissement, d'un C.V.A optionnel indexé de 0,05 € (2,3655 €/m³) et de l'impact grandissant en 2020 du taux des irrécouvrables (effet du Covid, de la non-attribution du marché recouvrement et du retrait de l'autorisation de pose du limiteur de débit).
- Des achats en marchandises, fournitures et approvisionnements pour stocks moindres de 309 mille EUR au budget déposé, pour un dépassement de 180 mille EUR de la sous-traitance à facturer.
- Un coût de nos prélèvements et achats d'eau en dépassement de 982 mille EUR, lié à une production globale qui excède de 1,684 million m³ d'eau nos besoins prévisionnels ; l'amélioration escomptée du rendement des réseaux n'est pas atteinte.

(En millions de m ³)	Prévisions 2020	Réalisé 2020	Écarts constatés	
Production interne	26,553 m ³	26,989 m ³	+ 0,436 m ³	(+ 1,64 %)
Achats d'eau	10,604 m ³	11,852 m ³	+ 1,248 m ³	(+ 11,77 %)
Production totale	37,157 m³	38,841 m³	+ 1,684 m³	(+ 4,53 %)

(En millions d'EUR)	Prévisions 2020	Réalisé 2020	Écarts constatés	
Achats d'eau	7,563 M€	8,328 M€	+ 0,765 M€	(+10,12 %)
Protection captages	2,798 M€	2,926 M€	+ 0,128 M€	(+ 4,58 %)
Taxe sur prélèvements	3,155 M€	3,244 M€	+ 0,089 M€	(+ 2,82 %)
Assainissement rétrocedé	55,992 M€	53,741 M€	- 2,251 M€	(- 4,02 %)
Achats stocks	3,127 M€	2,818 M€	- 0,309 M€	(- 9,88 %)
Sous-traitance à facturer	0,437 M€	0,617 M€	+ 0,180 M€	(+41,33 %)

2. SERVICES ET BIENS DIVERS

L'approbation budgétaire des services et biens divers de 2020 correspond à 14 % du total des charges d'exploitation estimées. En valeur d'exécution, cette catégorie de dépenses est en-deçà de nos prévisions de **1,559 million d'EUR**, soit un boni de 7,66 % par rapport au budget déposé de 20,351 millions d'EUR.

Les charges d'entretien comptabilisent un dépassement de 640 mille EUR par rapport au budget adopté, soit un écart de 11,5 %. Les justifications sont multiples et englobent à la fois la quantité grandissante du nombre de fuites, la révision tarifaire des prestations accomplies et l'évolution des coûts pour la gestion des terres dites polluées.

Les fournitures à l'Intercommunale et les dépenses en redevances et assurances sont dans les normes de leur prévision. Les malis budgétaires de 46 et 37 mille EUR représentent respectivement un coût complémentaire aux budgets acceptés de 1,5 et 3,5 %.

Le dépassement de 96 mille EUR des frais de notoriété s'explique par le don de 250 mille EUR octroyé aux hôpitaux liégeois pour l'acquisition de 4 respirateurs dans la lutte contre la Covid-19.

Les frais informatiques sont inférieurs de 25,7 % à leur prévision, le boni budgétaire dégagé s'élève à 1,093 million d'EUR. La totale adhésion aux recommandations de lutte contre le Covid-19, le télétravail rendu obligatoire et l'arrêt temporaire des activités non essentielles ont postposé l'exécution d'une partie de la roadmap informatique et des charges y associées.

Les honoraires et cotisations sont inférieurs de 763 mille EUR à leur prévision ; la non-attribution du marché de recouvrement des créances commerciales tant en phase amiable que judiciaire, stoppé depuis la mi-avril 2020, justifie le faible niveau des coûts exposés.

Les frais de missions et de réceptions sont limités à 34 % de leur estimation budgétaire en raison de la crise Covid-19, de la fermeture du secteur Horeca, de l'interdiction des regroupements de personnes. L'économie de dépenses atteint les 185 mille EUR.

	Budget 2020	Dépenses 2020	Ecart
Les charges d'entretien	5.578.050,00 €	6.217.976,09 €	+639.926,09 €
Les frais sur achats	29.750,00 €	20.372,80 €	-9.377,20 €
Les charges locatives	362.900,00 €	324.059,12 €	-38.840,88 €
Les indemnités versées	2.872.900,00 €	2.650.532,33 €	-222.367,67 €
Les fournitures à l'Intercommunale	3.037.700,00 €	3.083.278,14 €	+45.578,14 €
Les redevances et assurances	1.045.900,00 €	1.082.820,93 €	+36.920,93 €
Les frais informatiques	4.247.450,00 €	3.154.293,34 €	-1.093.156,66 €
Les honoraires et cotisations	2.122.600,00 €	1.359.177,66 €	-763.422,34 €
Les frais de notoriété	297.000,00 €	392.644,67 €	+95.644,67 €
Les frais de missions et réceptions	280.300,00 €	95.376,35 €	-184.923,65 €
Les émoluments et intérimaires	476.750,00 €	411.704,60 €	-65.045,40 €
	20.351.300,00 €	18.792.236,03 €	-1.559.063,97 €

3. RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES SOCIALES

Dans leur globalité, les charges salariales et sociales sont inférieures de **480 mille EUR** à nos prévisions, soit -1,50 % ; elles s'élèvent à 31,509 millions d'EUR pour 31,989 millions d'EUR annoncés.

Pour rappel l'évaluation de cette nature de charges est égale à 22 % du total des charges d'exploitation.

Cette situation est la résultante :

- D'un boni de 302 mille EUR sur le coût présumé des rémunérations directes, en dépit d'un saut d'index au mois d'avril 2020, d'une prime unique spécifique au Covid versée en juillet, ainsi que de la liquidation en numéraire des congés et des jours de repos compensatoires reportés de 2019, qui par obligation ou par choix n'ont pu être pris avant le 30 juin 2020. Le confinement et le télétravail imposés par la pandémie ont reporté les prévisions de renforcement des équipes techniques et administratives ;
- D'un bénéfice budgétaire de 230 mille EUR sur les charges patronales, en conséquence du gain sur les rémunérations directes ;
- Les autres frais de personnel sont en dépassement de 52 mille EUR par rapport au budget établi, ils sont impactés par la crise sanitaire du Covid-19. Rien que les dépenses consenties en équipement de protection individuelle (masques, gels, désinfectants, plexis et autres) s'élèvent à 184 mille EUR sur l'exercice 2020.

4. AMORTISSEMENTS

Avec l'approbation des nouvelles règles d'évaluation qui visent à allonger la durée de vie économique des conduites, ouvrages et raccordements, le coût des amortissements budgétés pour l'exercice 2020 ne représente plus que 9,5 % du total des charges d'exploitation.

La charge d'amortissement supportée à la clôture de cet exercice se globalise à 11,495 millions d'EUR. Elle est **2,025 millions d'EUR** inférieure à notre prévision, ce qui représente un boni de 14,98 % sur ce budget initialement calculé à 13,520 millions d'EUR.

Ici aussi le confinement des mois de mars, avril et mai, puis l'adoption des consignes de précaution et le respect des règles de distanciation sociale ont été des freins à l'exécution des chantiers dans les délais initialement convenus.

Les dépenses 2020 consenties sur le développement des projets informatiques (immobilisations incorporelles) sont à 80 % des projections fixées (3,751 millions d'EUR dépensés sur 4,696 millions d'EUR estimés) et à 76 % pour l'exécution des immobilisations corporelles planifiées (14,224 millions d'EUR comptabilisés pour 18,794 millions d'EUR prévus).

Amortissements	Budget 2020	Dépenses 2020	Écarts
Sur immobilisations incorporelles	1.327.650,00 €	709.173,28 €	- 618.476,72 €
Sur immobilisations corporelles	12.192.050,00 €	10.785.852,81 €	- 1.406.197,19 €
	13.519.700,00 €	11.495.026,09 €	- 2.024.673,91 €

5. PROVISIONS

Eu égard aux normes comptables définissant la notion de provision pour risques et charges, la variation de l'exercice 2020 se solde par une dotation globale de 1,298 million d'EUR pour une prévision de 1,341 million d'EUR, ce qui représente un boni de 43 mille EUR.

(En millions d'EUR)	Budget 2020	Situation 2020	Écarts
Dotations aux provisions	3,018 M€	3,201 M€	+ 0,183 M€
Utilisations et reprises de provisions	- 1,677 M€	- 1,903 M€	- 0,226 M€
Variation de l'exercice	1,341 M€	1,298 M€	- 0,043 M€

L'évolution des provisions porte sur :

- Des risques d'engagements statutaires additionnels ;
- La mutation de compteurs vétustes ;
- Des indemnités en lien avec le Covid-19 réclamées par certains entrepreneurs.

N.B. : Parfaite évaluation des dotations et reprises sur les provisions liées au Fonds Social de l'Eau.

6. RÉDUCTIONS DE VALEUR

Les réductions de valeur répondent à l'ajustement des créances commerciales douteuses en application de l'article R.305 bis-20 du Code de l'Eau, qui dans son principe de prudence quant à la solvabilité de ces créances, implique la couverture d'une dépréciation de valeur calculée à raison de :

- 30 % sur le solde des créances commerciales de l'année N-1 ;
- 75 % sur le solde des créances commerciales de l'année N-2 ;
- 100 % sur le solde des créances commerciales de l'année N-3.

Sur ce principe, l'ajustement des réductions de valeur actées en 2020 se limite à 131 mille EUR, mais doit être rapproché aux abandons de créances repris en rubrique des autres charges d'exploitation.

Vu les incertitudes économiques et sociales générées par la pandémie du Covid-19, ainsi que l'absence d'attribution du marché de recouvrement de créances, tant en phase amiable que judiciaire, alors que les dispositions d'aide aux citoyens, dans la lutte contre la crise sanitaire, ont conduit à l'interdiction de pouvoir encore poser des limiteurs de débit ; une réduction de valeur complémentaire de 2,270 millions d'EUR a été comptabilisée sur les créances de l'année en cours, dès lors que celles-ci présentaient un état d'impayé de 75 jours et plus.

Sur la valorisation globale de ces créances (4,486 millions d'EUR), par mesure anticipative et prudentielle une réduction de valeur de 50,6 % a été appliquée (2,270 millions d'EUR).

Au cumul des deux mesures, les réductions de valeur s'élèvent à 2,401 millions d'EUR ; elles excèdent de 1,489 million d'EUR la prévision budgétaire calculée à 912 mille EUR.

7. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation dépassent nos prévisions de **1,434 million d'EUR**, elles se totalisent à 3,205 millions d'EUR pour un budget défini à 1,771 million d'EUR.

La forte croissance des abandons et des pertes actées sur nos créances commerciales (2,493 millions d'EUR) justifie à elle seule ce déficit budgétaire.

8. CHARGES D'EXPLOITATION NON RÉCURRENTES

L'écart entre la prévision budgétaire et le total des charges d'exploitation non récurrentes (anciennement exceptionnelles) se traduit par un boni de **3 mille EUR**.

Les amortissements exceptionnels sont **7 mille EUR** inférieurs à la prévision, soit une charge comptabilisée sur 2020 de 12 mille EUR pour une estimation de 19 mille EUR.

Les autres charges d'exploitation non récurrentes de 2020 concernent des régularisations d'exercices antérieurs pour un total de **4 mille EUR**. Cette nature de dépenses n'a pas été budgétisée.

VENTES ET PRESTATIONS

Pour l'exercice 2020 les ventes et prestations s'élèvent à 141,579 millions d'EUR, elles sont **2,541 millions d'EUR** inférieures à nos estimations, ce qui partant d'un chiffre prévisionnel de 144,120 millions d'EUR représente un écart négatif de **1,76 %**.

Comparativement aux budgets déposés, nous relevons :

- Une surestimation budgétaire du chiffre d'affaires de 2,040 millions d'EUR ;
- Une variation positive des encours, qui augmentent de 223 mille EUR ;
- Un déficit sur la production immobilisée de 823 mille EUR ;
- Un écart négatif sur les autres produits d'exploitation de 307 mille EUR ;
- Un boni budgétaire sur les produits d'exploitation non récurrents de 406 mille EUR.

1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires lié aux ventes d'eau de l'activité de Production est **49 mille EUR** supérieur à nos prévisions, il atteint 3,324 millions d'EUR pour une planification de 3,275 millions d'EUR.

Ce résultat provient des cessions volumétriques qui dépassent nos estimations de 58 mille m³.

(En millions de m ³)	Prévisions 2020	Réalisé 2020	Écarts constatés
Cessions Production	3,503 m ³	3,561 m ³	+ 0,058 m ³ (+ 1,66 %)

Le chiffre d'affaires associé aux ventes d'eau de l'activité de Distribution s'élève à 127,851 millions d'EUR pour un budget de 130,133 millions d'EUR ; il est **2,282 millions d'EUR** inférieur aux prévisions établies (- 1,75 %).

Alors qu'il n'y a aucune évolution tarifaire tant du C.V.D (2,8086 €), que du C.V.A (2,3650 €) en 2020, les raisons principales qui justifient cet écart sont :

- Un volume facturé par l'activité de Distribution inférieur de 122 mille m³ à nos prévisions (impact sur C.V.D et sur C.V.A) ;
- Une prévision budgétaire calculée avec un C.V.A majoré de 0,05 €/m³ (2,4150 €/m³) ;
- Des dégrèvements octroyés pour un volume de 51 mille m³ moindre qu'estimé (61.775 m³ accordés pour une projection de 113.150 m³) ;
- Des exemptions au C.V.A pour 110.000 m³ en moins que nos estimations (2,246 millions de m³ exemptés en 2020, pour une budgétisation de 2,356 millions de m³).

(En millions de m ³)	Prévisions 2020	Réalisé 2020	Écarts constatés
Cessions Distribution	24,383 m ³	24,261 m ³	- 0,122 m ³ (- 0,50 %)
Dont :			
Tranche 1	6,624 m ³	6,678 m ³	+ 0,054 m ³
Tranche 2	15,556 m ³	15,383 m ³	- 0,173 m ³
Tranches 3 à 7	2,203 m ³	2,200 m ³	0,003 m ³

Quant au déficit budgétaire sur la recette issue de la contribution au Fonds Social de l'Eau, outre la perte de volume, il est dû au fractionnement, 45/55, des m³ facturés à la contribution indexée du 1^{er} janvier 2019 (0,0271 €/m³) et au 1^{er} janvier 2020 (0,0272 €/m³), en regard d'un budget établi sur une base unique fixée à 0,0277 €/m³.

(En millions d'EUR)	Prévisions 2020	Réalisé 2020	Écarts constatés
Coût Vérité Distribution	72,608 EUR	72,377 EUR	- 0,231 EUR (- 0,32 %)
Coût Vérité Assainissement	56,850 EUR	54,815 EUR	- 2,035 EUR (- 3,58 %)
Fonds Social wallon	0,675 EUR	0,659 EUR	- 0,016 EUR (- 2,37 %)

La somme des produits d'activités annexes et des locations de compteurs est **193 mille EUR** supérieure aux budgets fixés. Bien que l'incidence de ces deux rubriques soit relativement faible en regard du chiffre d'affaires total (3 %), nous tentons à justifier le boni budgétaire par :

- Une sous-estimation initiale des produits, alors que les locations compteurs, le taux horaire de facturation de la main-d'œuvre et les actes techniques forfaitaires sont annuellement revus au 1^{er} janvier, suivant l'indice santé et l'indice des prix à la consommation du mois de novembre 2019 en comparaison de novembre 2014.
- Une augmentation de la quantité d'exécutions de certains actes techniques en comparaison des prévisions retenues.
- La marge bénéficiaire pouvant avoir été obtenue entre les prix facturés et les coûts réels dépensés (écart positif sur le résultat des devis dans l'estimation des travaux relatifs aux lotissements, extensions de réseaux, nouveaux raccordements).
- L'adaptation au mois de novembre 2019 des forfaits réclamés pour la réalisation des raccordements domestiques 32 et 50 mm et des loges pour compteur (intégration du coût pour le traitement des terres excavées et de l'impact des prix du nouveau marché « sous-traitance technique » de + 3 %.)
- Dans l'analyse des produits d'activités annexes, il faut également tenir compte de la variation des travaux en cours d'exécution, qui, pour 2020, est positive de 325 mille EUR.

(En millions d'EUR)	Prévisions 2020	Réalisé 2020	Écarts constatés
Location compteurs	0,470 EUR	0,474 EUR	+ 0,004 EUR (+ 0,85 %)
Produits activités annexes	3,891 EUR	4,080 EUR	+ 0,189 EUR (+ 4,86 %)

2. VARIATION DES ENCOURS & PRODUITS FINIS

Les variations sur les travaux en cours d'exécution et les produits finis ne sont pas budgétisées.

Au 31 décembre 2020, la somme des variations est positive de **223 mille EUR**, auxquels il faut additionner les 102 mille EUR de transfert d'encours du Bureau d'Etudes vers la production immobilisée (reclassement sollicité par l'Auditeur externe). Le cumul des deux montants doit être associé à l'évolution des produits d'activités annexes.

3. PRODUCTION IMMOBILISÉE

La production immobilisée se compose de la valorisation des sorties de pièces des magasins CILE et des prestations internes directement pointées sur les travaux d'investissement, ainsi que des prestations forfaitaires d'étude et de surveillance de ces travaux quand la CILE en a la charge.

Comme précisé ci-dessus, du montant de 2,888 millions d'EUR de production immobilisée, il y a lieu de soustraire la valeur du transfert de l'encours du Bureau d'Etudes (102 mille EUR) ; reclassement sollicité par l'Auditeur externe.

La valeur globale des travaux exécutés sur l'exercice 2020 est à 76 % de la cible budgétisée. Le taux de production interne effectif de 2020 est presque similaire à celui retenu pour l'établissement budgétaire (16,77 % pour 17,02 %).

(En millions d'EUR)	Prévisions 2020	Réalisé 2020	Écarts constatés
Production immobilisée	3,711 EUR	2,786 EUR	- 0,925 EUR (- 24,93 %)
Transfert encours B.E.	0,102 EUR	54,815 EUR	- 2,035 EUR (- 3,58 %)
Travaux planifiés (Invest)	21,803 EUR	16,614 EUR	76 % de la cible
Taux de production immobilisée	17,02 %	16,77 %	

On constate une incidence importante des lotissements, extensions et nouveaux raccordements sur la valorisation de la production interne immobilisée. Les investissements sur fonds de tiers planifiés pour 2020 s'élevaient à 2,200 millions d'EUR pour une réalisation finale valorisée à 2,136 millions d'EUR.

4. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation se totalisent à **2,295 millions d'EUR** pour une prévision de 2,602 millions d'EUR, soit un écart négatif de 307 mille EUR.

La diminution de ces recettes est justifiée par les mesures d'aide économique et de soutien apportées à la clientèle dans la lutte contre la pandémie ; en regard des budgets adoptés, nous relevons :

- Une diminution de 149 mille EUR sur la perception de frais de rappel, consécutive à l'allongement de l'échéance des factures émises, de 60 jours complémentaires entre février et juin 2020, puis de 30 jours, de juillet à septembre 2020 ;
- Une diminution de 298 mille EUR sur les indemnités de recouvrement de créances, du fait de la suspension d'exécution des procédures judiciaires durant la crise sanitaire, mais aussi liée à l'absence d'attribution du marché recouvrement tant en phase amiable, que judiciaire.

5. PRODUITS D'EXPLOITATION NON RÉCURRENTS

Il s'agit de l'analyse de l'écart budgétaire des anciens produits exceptionnels non financiers, qui se traduit par un boni de **406 mille EUR**.

Les plus-values sur la réalisation d'actifs corporels sont 158 mille EUR supérieures à nos prévisions, au motif de la plus-value dégagée sur la cession de l'immeuble de Huy, qui constituait notre ancien siège d'exploitation du secteur Huy-Condroz.

Aucun produit d'exploitation non récurrent n'a été budgétisé pour 2020. L'écart positif de 248 mille EUR comptabilisé sous cette rubrique concerne l'annulation de dettes fiscales estimées pour 2015, d'anciennes dettes commerciales contestées, de la prise en produit du solde des versements litigieux de l'exercice 2015, qui ne peuvent être ni remboursés, ni imputés.

(En million d'EUR)	Budget 2020	Situation 2020	Écarts
Plus-values s/ réalisations d'actifs corporels	0,037 M€	0,195 M€	+ 0,158 M€
Produits d'exploitation non récurrents	0,000 M€	0,248 M€	+ 0,248 M€
Boni budgétaire			+ 0,406 M€

RÉSULTAT FINANCIER

1. LES CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières sont au-delà de nos prévisions ; écart défavorable de 0,5 %.

(En million d'EUR)	Budget 2020	Situation 2020	Écarts
Charges des dettes	1,890 M€	1,889 M€	- 0,001 M€
Autres charges financières	0,009 M€	0,019 M€	+ 0,010 M€
Mali budgétaire			0,009 M€

2. LES PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers de 2020 se totalisent à 1,694 million d'EUR, ils excèdent nos prévisions de **144 mille EUR**, de par des revenus sur actifs financiers pour 36 mille EUR, des produits d'actifs circulants pour 2 mille EUR et des amortissements supplémentaires sur les subsides en capital pour 106 mille EUR.

(En million d'EUR)	Budget 2020	Situation 2020	Écarts
Produits des actifs financiers	0,463 M€	0,499 M€	+ 0,036 M€
Produits des actifs circulants	0,019 M€	0,021 M€	+ 0,002 M€
Amortissements de subsides	1,068 M€	1,174 M€	+ 0,106 M€
Boni budgétaire			0,144 M€

CHARGE FISCALE

Comparée à son budget, la charge fiscale 2020 présente un déficit de **13 mille EUR**.

Celui-ci est justifié par :

- Un dépassement budgétaire de 14 mille EUR sur le précompte mobilier retenu, à mettre en parallèle avec l'augmentation des produits financiers encaissés sur les placements de trésorerie et des participations détenues ;
- Une surévaluation budgétaire de mille EUR de la charge fiscale estimée à l'IPM.

(En million d'EUR)	Budget 2020	Situation 2020	Écarts
PrM sur placements de trésorerie	0,002 M€	0,006 M€	+ 0,004 M€
PrM sur actions et parts	0,139 M€	0,149 M€	+ 0,010 M€
Charges fiscales IPM	0,118 M€	0,117 M€	- 0,001 M€
Mali budgétaire			0,013 M€

ÉVALUATION BUDGÉTAIRE AU 31-12-2020

CILE - SITUATION CONSOLIDÉE

CHARGES

NATURES	Prévisions Budgétaires Exercice 2020	Réalisé au 31-12-2020	Ecart sur Prévisions Budgétaires
CHARGES D'EXPLOITATION	142.975.350,00	140.391.536,98	-2.583.813,02
1. Achats	73.072.000,00	71.674.694,51	-1.397.305,49
Eau	7.562.350,00	8.327.694,51	765.344,51
Fonds de protection des captages	2.798.150,00	2.926.170,83	128.020,83
Contribution de prélèvement	3.155.350,00	3.244.475,03	89.125,03
Coût Vérité Assainissement	55.992.050,00	53.740.874,07	-2.251.175,93
Marchandise	2.966.300,00	2.630.972,91	-335.327,09
Analyses spéciales	150.000,00	179.560,08	29.560,08
Fournitures de bureau	11.000,00	7.603,55	-3.396,45
Sous-traitants à facturer	436.800,00	617.343,53	180.543,53
2. Services et bien divers	20.351.300,00	18.792.236,03	-1.559.063,97
Frais sur achats	29.750,00	20.372,80	-9.377,20
Indemnités d'occupation et autres	2.872.900,00	2.650.532,33	-222.367,67
Charges locatives	362.900,00	324.059,12	-38.840,88
Entretiens et réparations	5.578.050,00	6.217.976,09	639.926,09
Frais informatiques	4.247.450,00	3.154.293,34	-1.093.156,66
Fournitures à l'Intercommunale	3.037.700,00	3.083.278,14	45.578,14
Redevances et assurances	1.045.900,00	1.082.820,93	36.920,93
Honoraires et cotisations	2.122.600,00	1.359.177,66	-763.422,34
Frais de notoriété	297.000,00	392.644,67	95.644,67
Missions et réceptions	280.300,00	95.376,35	-184.923,65
Emoluments & intérimaires	476.750,00	411.704,60	-65.045,40
3. Rémunérations - Charges sociales	31.989.100,00	31.509.445,91	-479.654,09
Rémunérations directes	21.143.050,00	20.840.828,76	-302.221,24
Charges patronales	9.308.650,00	9.079.328,72	-229.321,28
Autres frais de personnel	1.537.400,00	1.589.288,43	51.888,43

NATURES	Prévisions Budgétaires Exercice 2020	Réalisé au 31-12-2020	Ecart sur Prévisions Budgétaires
4. Amortissements	13.519.700,00	11.495.026,09	-2.024.673,91
5. Dotations aux provisions	1.341.200,00	1.298.552,27	-42.647,73
6. Réductions de valeur	911.950,00	2.400.930,31	1.488.980,31
7. Autres charges d'exploitation	1.771.100,00	3.205.060,09	1.433.960,09
8. Charges d'exploitation non récurrentes	19.000,00	15.591,77	-3.408,23
CHARGES FINANCIÈRES	1.898.550,00	1.907.868,17	9.318,17
CHARGES FISCALES	259.450,00	272.697,00	13.247,00
AFFECTATION BÉNÉFICIAIRE	536.950,00	700.629,10	-163.679,10

PRODUITS

NATURES	Prévisions Budgétaires Exercice 2020	Réalisé au 31-12-2020	Ecart sur Prévisions Budgétaires
VENTES ET PRESTATIONS	144.120.050,00	141.578.920,53	-2.541.129,47
1. Chiffres d'affaires	137.770.300,00	135.729.732,19	-2.040.567,81
Ventes d'eau Production	2.689.600,00	2.734.889,65	45.289,65
Protection des captages	275.450,00	279.539,40	4.089,40
Contribution de prélèvement	310.400,00	309.918,22	-481,78
Ventes d'eau Distribution	57.914.400,00	57.679.161,84	-235.238,16
Produit de la redevance CILE	14.693.400,00	14.697.766,99	4.366,99
Fonds Social Wallon	675.400,00	658.866,92	-16.533,08
Coût Vérité Assainissement	38.054.700,00	36.386.080,78	-1.668.619,22
Produits de la redevance C.V.A	18.795.400,00	18.429.404,40	-365.995,60
Location compteurs	470.250,00	473.638,03	3.388,03
Produits des activités annexes	3.891.300,00	4.080.465,96	189.165,96
2. Variation des encours & produits finis	0,00	222.995,72	222.995,72
Travaux en cours d'exécution	0,00	219.424,34	219.424,34
- Situation au 31/12 :	1.712.466,33		
- Situation au 01/01 :	-1.392.002,49		
- Transfert encours BE :	-102.039,50		

NATURES	Prévisions Budgétaires Exercice 2020	Réalisé au 31-12-2020	Ecart sur Prévisions Budgétaires
Produits finis	0,00	3.571,38	3.571,38
- Situation au 31/12 :	11.999,90		
- Situation au 01/01 :	-8.428,52		
3. Production immobilisée	3.710.800,00	2.887.714,67	-823.085,33
Investissements facturés :	14.366.082,98		
Encours d'investissement :	2.540.617,44		
(Variation de l'encours)			
- Au 31-12 :	13.427.612,35		
- Au 01-01 :	-10.886.994,91		
Extourne des factures de tiers dans la production :			
immobilisée en 2020	-14.121.025,25		
Transfert encours BE :	102.039,50		
	2.887.714,67		
4. Autres produits d'exploitation	2.601.650,00	2.294.969,35	-306.680,65
5. Produits d'exploitation non récurrents	37.300,00	443.508,60	406.208,60
PRODUITS FINANCIERS	1.550.250,00	1.693.810,72	143.560,72





3.

PLAN STRATÉGIQUE 2020-2022

AJUSTEMENT BUDGÉTAIRE POUR 2022

1. INTRODUCTION

Les perspectives financières du plan stratégique 2020 – 2022, revues pour l'exercice 2022, s'appuient sur :

- Notre expertise dans le secteur de l'eau ;
- La gestion des données comptables et techniques spécifiques à la cile ;
- La référence des exercices antérieurs ;
- La situation comptable de l'exercice en cours (2021) ;
- La croissance des coûts liée à l'inflation ainsi qu'aux ressources nécessaires à nos différents départements.

Ces perspectives tiennent compte :

- Des diverses réformes imposées par le Code de l'Eau ;
- De la planification :
 - des investissements ordinaires (renouvellement des conduites & remplacements de raccordements) ;
 - des investissements de pérennité et de sécurisation de la conduite d'adduction du Néblon (achèvement du dédoublement de la conduite) ;
 - des investissements informatiques nécessaires à la transformation digitale de la société.
- Des moyens financiers à notre disposition ;
- Des obligations de résultats dans la fourniture d'une eau de qualité, en quantité et pression voulues, ainsi que dans la prestation de services adéquats, ponctuels et cordiaux.

Pour rappel, les objectifs de ce plan stratégique 2020 - 2022 se déclinent en quatre thématiques bien distinctes que sont :

- Le remplacement des raccordements dits « vétustes » ;
- La mutation du parc de compteurs dits « vétustes » ;
- L'amélioration de nos rendements de réseaux ;
- Le renouvellement de nos installations.

En termes de produits, rappelons que depuis le 1er février 2015, le Ministère wallon de l'Economie a autorisé l'application d'un Coût Vérité Distribution (C.V.D) fixé à 2,8086 EUR/m³.

Cependant, afin de poursuivre la réalisation des objectifs du présent plan et surtout afin de pouvoir faire face à l'inflation de ses charges d'exploitation, la CILE a décidé de postuler, dans le courant de l'exercice 2022, à une augmentation de son C.V.D à hauteur de 0,15 € par m³.

Cette augmentation produira partiellement ses effets sur l'exercice 2022 (impact évalué à 44% soit 0,066 €/m³) et totalement sur l'exercice 2023.

Pour ce qui concerne nos charges, l'ajustement budgétaire tient compte d'une indexation fidèle aux prévisions du Bureau fédéral du Plan annonçant un taux d'inflation de plus de 2% pour l'exercice 2022.

Le coût vérité assainissement (C.V.A), quant à lui, n'évoluera vraisemblablement pas sur l'exercice 2022 compte tenu des perspectives économiques actuelles ainsi que des résultats de la SPGE.

La structure tarifaire de la CILE s'établira dès lors comme suit :

Structure tarifaire	2021	2022
Coût Vérité Distribution (C.V.D)	2,8086 €/m ³	2,8746 €/m ³
Coût Vérité Assainissement (C.V.A)	2,3650 €/m ³	2,3650 €/m ³
Coût total	5,1736€/m³	5,2396€/m³

Les perspectives financières de l'exercice 2022 s'articulent autour de deux composantes :

- Un budget général des charges et produits ;
- Un plan d'investissements.

2. LE BUDGET GÉNÉRAL

Le budget général est établi sur le schéma du compte de résultats – Classes 6 et 7 – du plan comptable minimum normalisé. Les charges et les produits sont évalués sur base de la situation comptable arrêtée au 31 décembre 2020, des perspectives d'évolution sur l'année à venir en regard de l'historique connu des 3 précédents exercices clôturés.

2.1. BUDGET 2022

Le budget 2022 se présente comme suit :

BUDGET 2022 - CONSOLIDÉ

CHARGES		PRODUITS	
CHARGES D'EXPLOITATION	151.031.850	VENTES ET PRESTATIONS	151.589.650
1. Achats	74.424.000	1. Chiffre d'affaires	139.550.200
Eau	8.676.700	Cessions Production	
Fonds de protection	2.929.900	- Ventes d'eau	3.133.850
Contribution de prélèvement	3.315.650	- Fonds de protection	332.650
Coût Vérité Assainissement	54.653.300	- Contribution de prélèvement	376.350
Achats pour stocks	3.617.050	- Coût Vérité Assainissement	331.100
Achats directs	639.250	Cessions Distribution	
Sous-traitants à facturer	592.150	- Ventes d'eau	58.857.100
		- Redevance	15.465.250
		- Coût Vérité Assainissement	36.532.400
		- Redevance assainissement	19.025.800
		Fonds Social de l'Eau	668.900
		Locations compteurs	488.900
		Produits activités annexes	4.337.900

2. Services et biens divers	26.204.900	2. Production immobilisée	4.440.100
Frais de port et gestion de boue	34.350		
Indemnités d'occupation et autres	2.671.400	3. Autres produits d'exploitation	7.537.850
Charges locatives	607.050		
Entretiens et réparations	7.986.200	Produits d'exploitation non récurrents	61.500
Frais informatiques	5.158.350		
Fournitures à l'Intercommunale	3.225.650		
Redevances et assurances	1.089.900		
Honoraires et cotisations	4.137.450		
Manifestations, publications frais de notoriété	385.150		
Missions & réceptions	320.900		
Emoluments Administrateurs	588.500		
3. Rémunérations - Ch. sociales	34.817.050		
Rémunérations directes	23.069.250		
Charges patronales	9.694.350		
Autres frais de personnel	2.053.450		
4. Amortissements	12.074.000		
5. Dotations aux provisions	-107.850		
6. Réductions de valeurs	1.564.900		
7. Autres charges exploitation	2.042.850		
8. Charges d'exploitation non récurrentes	12.000		
CHARGES FINANCIERES	1.697.500	PRODUITS FINANCIERS	1.481.850
CHARGES FISCALES	266.850		
RESULTAT	75.300		

2.2. HYPOTHÈSES D'ÉLABORATION DE L'AJUSTEMENT BUDGÉTAIRE

LES ACHATS D'EAU

Notre projection de volume de production est réalisée sur base :

- Du besoin de l'activité de Distribution (cessions internes) ;
- De l'achat externe d'eau en provenance des barrages en compensation de l'eau vendue au départ de notre captage de Néblon pour l'alimentation du Nord – Luxembourg par la SWDE.

Sur base de cette projection d'achats d'eau, le taux d'autonomie de la CILE est projeté à 68,31 % pour l'exercice 2022 :

Volumes produits et achetés par l'activité de Production						
	Volumes achetés	Volumes captés				Production
Millésime	Total m ³ achat d'eau	Hesbaye	Néblon	Autres captages	Total m ³ produits	Total m ³ produits et achetés
2022	12.317.857	15.297.071	10.000.000	1.250.000	26.547.071	38.864.928
%	31,69%				68,31%	100%

LES ACHATS DE MARCHANDISES

Les achats de marchandises reprennent l'ensemble des achats de pièces reprises en stock nécessaires au déroulement quotidien de nos activités ainsi que des achats plus spécifiques non suivis en magasin.

Dans un souci continu de réalisation de ses objectifs stratégiques, le budget 2022 reprend notamment les achats significatifs suivants :

- L'approvisionnement en pièces récurrentes nécessaires à nos activités pour un montant de 2.500.000 € ;
- L'achat de 20.000 compteurs « connectés » (munis d'une tête de lecture permettant le rapatriement d'informations essentielles à nos activités) pour un coût global de 810.000 € ;
- L'achat de pièces diverses nécessaires au remplacement de 2.000 raccords dits « vétustes » pour un montant de près de 300.000 €.

SERVICES ET BIENS DIVERS

Les services et biens divers récurrents ont été ajustés suivant les prévisions du Bureau Fédéral du Plan et dès lors indexés de 2% pour l'exercice 2022. Pour les nouveaux marchés de fourniture ou de prestations de services, l'ajustement prend en compte les montants repris dans les décisions d'attribution.

Les services et bien divers présentés dans l'ajustement budgétaire s'élèvent à 25.579.900 € et se composent essentiellement des éléments suivants :

- Les charges d'entretien de réseaux pour un montant de 7.986.200 €. Ces charges comprennent les coûts récurrents de sous-traitance d'entretien de nos réseaux (4.761.198 €), le traitement des terres polluées (950.000 €) ainsi que les coûts de remplacement des compteurs vétustes (1.224.000 €) ;

En contrepartie, la refonte de nos règles d'évaluation intervenue en 2020 nous permet l'investissement d'une partie des prestations de réparations de conduites (700.000 € en 2022) reprises au compte de résultats auparavant ;

- En dépit du placement de panneaux photovoltaïques et la réalisation d'achats groupés avec d'autres opérateurs tels la SWDE, la SPGE et la SBGE, le poste budgétaire « Electricité » reste important et subit une augmentation de 9% (+ 142.000 €) par rapport aux coûts supportés en 2020 ;
- Le plan stratégique prévoit également des frais informatiques à hauteur de 5.158.350 € pour l'exercice 2022.

Ceci s'explique par la volonté de la société de persévérer dans son projet global de transformation digitale qui permettra, entre autres choses, à la CILE :

- Une rationalisation de ses coûts d'exploitation par le biais de la digitalisation croissante de ses documents et de ses processus ;
 - Une transition vers un parc de compteurs domestiques connectés permettant une meilleure réactivité de nos services commerciaux (facturation plus « juste », gestion des incidents, ...) ;
 - Une amélioration de ses procédures internes en vue d'assurer un service toujours meilleur à ses usagers ;
- En matière d'honoraires et cotisations payés par la CILE :
 - Les prévisions tiennent compte des difficultés entrevues dans l'attribution du marché de recouvrement. A ce titre, les honoraires d'huissiers et d'avocats ont été adaptés en conséquence à hauteur de 2.000.000 € ;
 - Des prestations de recalage des données du S.I.G. (système d'information géographique) sur le P.I.C.C. (Projet Informatique de Cartographie Continue) ont été budgétisées à hauteur de 360.000 € ;
 - Le recours à des frais d'expertise externes à la CILE en matière de Ressources Humaines, de marchés publics, d'encadrement de notre Bureau d'Études ainsi qu'en Communication est budgétisé à hauteur de 695.000 € en 2022 ;
 - Les indemnités d'occupation du domaine public prévues dans les statuts de la CILE sont maintenues aux normes des exercices antérieurs :
 - À l'activité de Production : 0,0312 €/m³ en tête de réseau
 - À l'activité de Distribution : 0,0640 €/m³ facturé aux usagers
0,2100 €/m³ facturé aux bâtiments communaux.

RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES SOCIALES

L'ajustement budgétaire 2022 prévoit une masse salariale globale d'un montant de 34.817.050 €. Celle-ci est établie par le Département des Ressources Humaines et prévoit notamment :

- L'évolution des traitements et salaires à hauteur de l'indice santé ;
- Le remplacement des agents partant à la pension ;
- La cotisation de responsabilisation annuelle ;
- La nomination de 15 agents supplémentaires intervenue au 1^{er} janvier 2020 ;
- Le maintien des avantages extra-légaux.

LES AMORTISSEMENTS

Les amortissements représentent l'abattement de la valeur d'acquisition de nos installations sur leur durée de vie économique estimée. Ceux-ci s'élèvent à 12.074.000 € et ont été extrapolés sur base :

- Des acquisitions commandées ou projetées jusqu'au terme de l'exercice 2021 ;
- Des prévisions d'investissements inscrites au plan d'investissements 2022 (repris ci-avant) ;
- Des travaux adjugés au 30 juin 2021 ;
- Des travaux engagés et adjugés au cours des exercices précédents ;
- De l'harmonisation des taux d'amortissement avec les opérateurs de référence du secteur de l'eau en Wallonie.

LES CHARGES FINANCIÈRES

Les charges financières ont été budgétisées à hauteur de 1.697.500 € et concernent essentiellement les intérêts payables sur la convention de financement de la Banque Européenne d'Investissement de 82.000.000 €(sous garantie provinciale à hauteur de 100.000.000 €).

VENTES D'EAU

Les cessions volumétriques à l'activité de Distribution sont budgétisées sur base des volumes consommés par nos usagers au terme de l'année 2020 et d'une évolution positive de nos rendements de réseaux. Ce besoin du plan triennal est évalué sur base d'un rendement des réseaux de distribution qui, en fonction de nouveaux moyens de contrôle mis en place, devrait pouvoir progresser de 71,40 % en 2020 (réalisé) à 72,5% pour l'exercice 2022.

	Réalisé 2020	Projection 2022
Cession Production	33.976.752	33.462.979
Ventes Distribution	24.260.691	24.260.660
Rendement du réseau de distribution	71,40%	72,50%

AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les autres produits d'exploitation reprennent principalement :

- L'intervention OGEO Fund dans le financement de nos cotisations patronales de pensions et ce, à hauteur d'un montant de 4.800.000 € ;
- Les récupérations de frais de rappel facturés à nos usagers à concurrence de 1.200.100 € ;
- Le produit du recouvrement des créances commerciales pour un montant de 575.700 €.

LES PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers se composent, d'une part, du revenu généré par nos participations à hauteur de 484.750 € et, d'autre part, de l'amortissement de nos subsides d'investissements à concurrence de 971.100 €.



3. PLAN D'INVESTISSEMENTS 2022

Le plan d'investissement 2022 varie peu par rapport aux dépenses prévues au plan stratégique initial.

Il s'établit comme suit et favorise les investissements liés aux 4 objectifs prioritaires retenus dans le cadre de la vision stratégique 2020 – 2022.

SERVICE	NATURE DE L'INVESTISSEMENT	2022
Adduction	Acquisitions directes	270.000
Atelier Électromécanique	Acquisitions directes	10.000
Bureau d'Études	Travaux	4.116.738
Cellule plomb	Travaux	7.000.000
Cellule recherche de fuites	Acquisitions directes	130.000
Clientèle	Acquisitions directes	3.346
Garage	Acquisitions directes	540.898
GED	Acquisitions directes	16.729
Informatique	Projets IT	2.462.887
Laboratoire	Acquisitions directes	153.241
	Travaux	136.177
Maintenance des bâtiments	Acquisitions directes	2.008
	Maintenance	217.482
Ouvrages de distribution	Rénovation d'ouvrages	13.384
Ouvrages de production	Acquisitions directes	85.989
	Rénovation d'ouvrages	297.783
Patrimoine	Patrimoine	63.706
Secteurs	Acquisitions directes	132.831
	Travaux ponctuels	527.749
	Travaux récurrents	3.784.860
Stations de traitement	Acquisitions directes	30.782
Télégestion	Acquisitions directes	1.673
Total général		19.998.263

4. BUDGET GÉNÉRAL 2022

ACTIVITÉ DE PRODUCTION

I. VENTES ET PRESTATIONS	41.918.950
A. Chiffre d'affaires	39.269.150
B. Transfert d'activité	649.550
C. Production immobilisée	386.700
D. Autres produits d'exploitation	1.596.900
E. Produits d'exploitation non récurrents	16.650
II. COUT DES VENTES ET PRESTATIONS	-38.242.390
A. Approvisionnements et marchandises	16.053.900
B. Services et biens divers	7.447.740
C. Rémunérations et charges sociales	9.672.600
D. Dotations aux amortissements	4.914.100
E. Réductions de valeur	0
F. Provisions pour risques et charges	64.200
G. Autres charges d'exploitation	88.850
H. Charges d'exploitation non récurrentes	1.000
III. RESULTAT D'EXPLOITATION	3.676.560
IV. RESULTAT FINANCIER	-544.100
A. Produits financiers	658.750
B. Charges financières	1.202.850
V. RESULTAT AVANT IMPOTS	3.132.460
VIII. IMPOT SUR LE RESULTAT	-146.450
IX. RESULTAT	2.986.010



ACTIVITÉ DE DISTRIBUTION

I. VENTES ET PRESTATIONS	145.172.300
A. Chiffre d'affaires	135.133.100
B. Variation des travaux en cours	0
C. Production immobilisée	4.053.400
D. Autres produits d'exploitation	5.940.950
E. Produits d'exploitation non récurrents	44.850
II. COUT DES VENTES ET PRESTATIONS	-148.291.060
A. Approvisionnements et marchandises	93.222.150
Transfert d'activité	649.550
B. Services et biens divers	18.757.160
C. Rémunérations et charges sociales	25.144.450
D. Dotations aux amortissements	7.159.900
E. Réductions de valeur	1.564.900
F. Provisions pour risques et charges	-172.050
G. Autres charges d'exploitation	1.954.000
H. Charges d'exploitation non récurrentes	11.000
III. RESULTAT D'EXPLOITATION	-3.118.760
IV. RESULTAT FINANCIER	328.450
A. Produits financiers	823.100
B. Charges financières	494.650
V. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-2.790.310
VIII. IMPOT SUR LE RESULTAT	-120.400
IX. RESULTAT	-2.910.710

CONSOLIDÉ

I. VENTES ET PRESTATIONS	151.589.650
A. Chiffre d'affaires	139.550.200
B. Variation des travaux en cours	0
C. Production immobilisée	4.440.100
D. Autres produits d'exploitation	7.537.850
E. Produits d'exploitation non récurrents	61.500
II. COUT DES VENTES ET PRESTATIONS	-151.031.850
A. Approvisionnements et marchandises	74.424.000
B. Services et biens divers	26.204.900
C. Rémunérations et charges sociales	34.817.050
D. Dotations aux amortissements	12.074.000
E. Réductions de valeur	1.564.900
F. Provisions pour risques et charges	-107.850
G. Autres charges d'exploitation	2.042.850
H. Charges d'exploitation non récurrentes	12.000
III. RESULTAT D'EXPLOITATION	557.800
IV. RESULTAT FINANCIER	-215.650
A. Produits financiers	1.481.850
B. Charges financières	1.697.500
V. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	342.150
VIII. IMPOT SUR LE RESULTAT	-266.850
IX. RESULTAT	75.300



5. BUDGET GÉNÉRAL 2022 - ANNEXES

VOLUMES PRODUITS ET ACHETÉS PAR L'ACTIVITÉ DE PRODUCTION

Millésime	VOLUMES ACHETÉS		VOLUMES CAPTÉS		PRODUCTION	
	Total achats d'eau	Hesbaye	Néblon	Autres captages	Total m ³ produits	Total m ³ produits et achetés
2005	10.384.481	16.382.461	9.417.451	1.466.894	27.266.806	37.651.287
2006	11.162.767	15.849.912	8.535.787	1.393.536	25.779.235	36.942.002
2007	10.190.368	13.766.363	10.500.109	1.497.779	25.764.251	35.954.619
2008	9.842.684	13.615.763	10.269.913	1.411.845	25.297.521	35.140.205
2009	9.934.215	15.626.019	9.824.311	1.569.157	27.019.487	36.953.702
2010	10.240.858	16.005.617	9.828.938	1.240.689	27.075.244	37.316.102
2011	10.209.401	14.258.614	10.082.326	1.545.966	25.886.906	36.096.307
2012	10.279.256	14.842.496	9.483.934	1.637.773	25.964.203	36.243.459
2013	9.523.735	14.532.004	9.966.765	1.700.822	26.199.591	35.723.326
2014	9.579.124	14.363.642	9.611.975	1.490.613	25.466.230	35.045.354
2015	11.296.518	14.179.026	9.155.781	1.111.715	24.446.522	35.743.040
2016	10.289.891	14.504.385	11.242.798	1.301.360	27.048.543	37.338.434
2017	10.977.353	16.493.022	9.750.617	1.167.267	27.410.906	38.388.259
2018	11.042.124	16.304.194	10.484.978	1.225.721	28.014.893	39.057.017
2019	12.718.477	15.089.479	9.940.818	1.187.861	26.218.158	38.936.635
2020	10.603.900	15.303.300	10.000.000	1.250.000	26.553.300	37.157.200
2021	11.728.200	15.370.000	10.000.000	1.250.000	26.620.000	38.348.200
2022	12.317.857	15.297.071	10.000.000	1.250.000	26.547.071	38.864.928

VENTES D'EAU

Millé- sime	ACTIVITÉ DE PRODUCTION			ACTIVITÉ DE DISTRIBUTION				
	Cessions internes	Cessions externes	Total M ³ vendus	Bâtiments communaux	Abonnés ordinaires	Contrats	Total m ³ vendus	Rendement réseau
2005	33.467.628	3.525.918	36.993.546	593.222	25.770.168	78.513	26.441.903	79,01%
2006	33.154.551	3.313.322	36.467.873	563.228	25.876.210	81.451	26.520.889	79,99%
2007	31.571.768	3.380.947	34.952.715	534.027	25.311.206	42.218	25.887.451	82,00%
2008	31.334.931	3.210.771	34.545.702	532.053	24.786.446	43.486	25.361.985	80,94%
2009	33.311.406	3.318.771	36.630.177	522.171	24.697.530	39.347	25.259.048	75,83%
2010	33.409.248	3.224.717	36.633.965	505.999	24.918.428	44.486	25.468.913	76,23%
2011	32.048.167	3.102.279	35.150.446	494.070	24.882.883	47.514	25.424.467	79,33%
2012	32.197.860	2.981.472	35.179.332	481.553	24.827.400	36.367	25.345.320	78,72%
2013	31.494.223	3.203.314	34.697.537	479.462	24.347.602	44.094	24.871.158	78,97%
2014	30.906.040	3.239.729	34.145.769	466.219	23.998.534	41.701	24.506.454	79,29%
2015	31.847.057	3.184.758	35.031.815	454.900	23.722.027	49.453	24.226.380	76,07%
2016	33.402.815	3.332.861	36.735.676	454.638	23.718.261	44.209	24.217.108	72,50%
2017	33.583.254	3.471.268	37.054.522	463.064	24.035.922	49.824	24.548.810	73,10%
2018	33.833.792	3.798.043	37.631.835	534.828	23.803.998	43.949	24.382.775	72,07%
2019	33.544.224	3.676.577	37.220.801	528.783	23.657.781	44.001	24.230.565	72,23%
2020	32.510.350	3.503.000	36.013.350	534.850	23.804.000	43.910	24.382.760	75,00%
2021	32.966.750	4.231.000	37.197.750	528.750	23.657.800	44.000	24.230.550	73,50%
2022	33.462.979	4.236.000	37.698.979	472.550	23.734.000	54.100	24.260.650	72,50%
2023	33.007.701	4.886.000	37.893.701	472.550	23.734.000	54.100	24.260.650	73,50%
2024	32.564.644	4.886.000	37.450.644	472.550	23.734.000	54.100	24.260.650	74,50%
2025	32.133.325	4.886.000	37.019.325	472.550	23.734.000	54.100	24.260.650	75,50%



ÉVOLUTION DE LA STRUCTURE TARIFAIRE

MILLÉSIME	PRIX DE CESSION DU M ³ PRODUIT	COÛT VÉRITÉ DISTRIBUTION C.V.D	COÛT VÉRITÉ ASSAINISSEMENT C.V.A
2005	0,5500 €	1,6800 €	0,5229 €
2006	0,5500 €	1,8000 €	0,6250 €
2007	0,5600 €	1,8622 €	0,7950 €
2008	0,5820 €	1,9300 €	1,0550 €
2009	0,6070 €	2,1200 €	1,3080 €
2010	0,6220 €	2,2144 €	1,3080 €
2011	0,6928 €	2,3600 €	1,4070 €
2012	0,6951 €	2,5250 €	1,4750 €
2013	0,7084 €	2,6366 €	1,5650 €
2014	0,7624 €	2,7290 €	1,7450 €
2015	0,8410 €	2,8086 €	1,9350 €
2016	0,8410 €	2,8086 €	2,1150 €
2017	0,8410 €	2,8086 €	2,3650 €
2018	0,8490 €	2,8086 €	2,3650 €
2019	0,8786 €	2,8086 €	2,3650 €
2020	0,8786 €	2,8086 €	2,3650 €
2021	0,8786 €	2,8086 €	2,3650 €
2022	0,8786 €	2,8086 €	2,3650 €

6. CONSOLIDÉ

Évaluations Budgétaires 2017 à 2020
Perspectives budgétaires 2021

CHARGES

	Exercice 2017		Exercice 2018		Exercice 2019		Exercice 2020		Budget 2021
	BUDGET	RÉALISÉ	BUDGET	RÉALISÉ	BUDGET	RÉALISÉ	BUDGET	RÉALISÉ	
C.V.D =	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €
CHARGES D'EXPLOITATION	137.665.300	136.298.265	141.265.050	142.145.292	145.481.600	143.651.904	142.975.350	140.391.537	147.979.750
1. Achats	68.696.800	68.010.582	70.538.150	70.382.861	72.194.000	70.660.471	73.072.000	71.674.695	74.730.250
Eau	6.692.650	7.160.482	7.051.100	7.541.888	7.352.050	8.283.435	7.562.350	8.327.695	7.829.550
Fonds de protection	2.630.900	2.885.275	2.717.100	2.941.183	2.765.500	2.933.187	2.798.150	2.926.171	2.838.500
Contribution de prélèvement	2.795.550	3.045.340	2.906.400	3.158.579	3.033.300	3.232.852	3.155.350	3.244.475	3.262.150
Coût Vérité Assainissement	52.523.250	51.666.415	54.291.750	53.809.398	55.513.250	53.165.846	55.992.050	53.740.874	55.210.800
Achats marchandises	2.701.200	1.957.439	2.391.100	1.573.066	2.299.250	1.894.881	2.500.150	2.286.773	4.415.600
Achats directs	952.800	755.463	772.300	836.682	840.300	564.267	627.150	531.363	617.100
Sous-traitants à refacturer	400.450	540.169	408.400	522.065	390.350	586.004	436.800	617.344	556.550
2. Transfert d'activité									
3. Services et biens divers	18.616.350	17.019.066	18.369.600	18.227.310	18.414.800	19.189.150	20.351.300	18.792.236	23.944.300
Frais sur achats	99.900	61.399	51.850	34.616	48.850	19.609	29.750	20.373	32.350
Indemnités d'occupation	2.706.400	2.740.358	2.689.350	2.635.930	2.602.400	2.621.842	2.872.900	2.650.532	2.857.450
Charges locatives	306.600	302.860	369.950	345.785	414.250	344.575	362.900	324.059	351.700
Entretiens et réparations	5.132.200	5.077.573	5.143.100	6.745.967	5.723.150	6.773.121	5.578.050	6.217.976	7.810.750
Frais informatiques	3.368.500	2.692.144	3.228.700	2.625.211	3.603.950	3.396.521	4.247.450	3.154.293	5.128.650
Fournitures à l'Intercommunale	3.427.000	2.835.005	2.946.900	2.909.048	2.509.200	3.038.302	3.037.700	3.083.278	3.236.100
Redevances & assurances	683.100	812.472	917.450	855.964	943.900	1.100.792	1.045.900	1.082.821	1.039.050
Honoraires et cotisations	1.709.850	1.535.968	1.819.100	1.285.470	1.680.000	1.052.944	2.122.600	1.359.178	2.584.350
Notoriété - Emoluments - Réception	1.182.800	961.286	1.203.200	789.320	889.100	841.443	1.054.050	899.726	903.900
4. Rémunérations - Charges sociales	28.780.750	28.613.996	29.418.100	29.741.567	30.568.700	30.440.496	31.989.100	31.509.446	32.585.900
Rémunérations directes	19.374.300	19.135.244	19.679.450	19.456.728	20.584.500	20.084.011	21.143.050	20.840.829	21.137.150
Charges patronales	8.317.900	8.085.966	8.683.050	8.334.409	8.807.750	8.630.471	9.308.650	9.079.329	9.910.900
Autres frais de personnel	1.088.550	1.392.786	1.055.600	1.950.430	1.176.450	1.726.014	1.537.400	1.589.288	1.537.850
5. Amortissements	19.819.800	19.866.412	20.851.300	20.311.495	21.829.950	20.968.803	13.519.700	11.495.026	13.658.950
6. Dotations aux provisions	-262.650	157.333	-40.900	925.798	-181.550	-504.339	1.341.200	1.298.552	104.500
7. Réductions de valeurs sur créances	357.000	804.581	384.550	152.354	1.182.850	1.345.901	911.950	2.400.930	1.335.700
8. Autres charges d'exploitation	1.631.250	1.749.906	1.713.250	2.384.459	1.458.850	1.486.046	1.771.100	3.205.060	1.609.150
9. Charges d'exploitation non récurrentes	26.000	76.389	31.000	19.448	14.000	65.376	19.000	15.592	11.000
CHARGES FINANCIERES	2.325.300	2.250.063	2.139.600	2.132.698	1.980.900	1.972.690	1.898.550	1.907.868	1.780.800
CHARGES FISCALES	13.600	263.083	263.100	279.720	259.450	283.799	259.450	272.697	268.150
RESULTAT		3.305.319				484.331	536.950	700.629	720.250
TOTAL	140.004.200	142.116.729	143.667.750	144.557.710	147.721.950	146.392.724	145.670.300	143.272.731	150.748.950



PRODUITS

	Exercice 2017		Exercice 2018		Exercice 2019		Exercice 2020		Budget 2021
	BUDGET	RÉALISÉ	BUDGET	RÉALISÉ	BUDGET	RÉALISÉ	BUDGET	RÉALISÉ	
C.V.D =	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €	2,8086 €
VENTES ET PRESTATIONS	137.218.100		139.769.600		144.156.497	144.120.050	141.578.921		
1. Chiffre d'affaires	132.237.500	134.481.110	134.791.200	135.832.230	137.529.350	134.949.840	137.770.300	135.729.732	137.201.300
Vente d'eau	60.060.300	62.353.034	60.382.750	61.087.044	61.171.600	60.345.655	60.604.000	60.414.051	60.567.950
Redevance	14.406.750	14.016.479	14.359.500	14.487.068	14.572.800	14.558.414	14.693.400	14.697.767	14.841.200
Fonds Social de l'Eau	605.650	626.352	673.250	638.153	660.350	648.852	675.400	658.867	668.950
Fonds de protection	244.150	271.353	262.150	298.435	262.150	288.949	275.450	279.539	332.250
Contribution Gouvernement wallon	266.000	288.766	280.000	320.308	287.300	318.593	310.400	309.918	375.100
Coût Vérité Assainissement	35.524.000	35.382.282	36.921.000	36.462.035	38.086.200	35.760.359	38.054.700	36.386.081	36.818.550
Redevance assainissement	17.526.550	17.045.750	17.981.300	18.123.894	18.261.050	18.267.497	18.795.400	18.429.404	18.961.500
Locations compteurs	400.000	438.369	420.200	452.974	455.750	474.853	470.250	473.638	489.250
Produits des activités annexes	3.204.100	4.058.723	3.511.050	3.962.319	3.772.150	4.286.669	3.891.300	4.080.466	4.146.550
2. Variation des travaux en cours	0	-135.447	0	-230.616	0	-1.257.797		222.996	
3. Transfert d'activité									
4. Production immobilisée	2.729.350	2.552.318	2.693.250	2.515.344	2.346.750	3.216.825	3.710.800	2.887.715	4.834.650
5. Autres produits d'exploitation	2.216.250	3.056.108	2.260.950	2.500.174	2.443.650	7.192.562	2.601.650	2.294.969	7.312.900
6. Produits d'exploitation non récurrents	35.000	94.147	24.200	117.571	145.300	55.067	37.300	443.509	54.100
PRODUITS FINANCIERS	1.622.000	2.068.494	2.020.900	2.159.064	2.062.750	2.236.227	1.550.250	1.693.811	1.346.000
RESULTAT	1.164.100	0	1.877.250	1.663.943	3.194.150				
TOTAL	140.004.200	142.116.730	143.667.750	144.557.710	147.721.950	146.392.724	145.670.300	143.272.731	150.748.950



COMPAGNIE INTERCOMMUNALE
LIÉGEOISE DES EAUX

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE
À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

SIÈGE SOCIAL :

Rue du Canal de l'Ourthe, 8
4031 Angleur

Tél. 04.367.84.11
Fax 04.367.29.33

info@cile.be TVA BE 0202 395 052
www.cile.be RPM Liège

ÉDITEUR RESPONSABLE :

Alain Palmans,
Rue du Canal de l'Ourthe, 8
4031 Angleur

CRÉDITS PHOTOS :

Adobe Stock
Thierry Dricot
Todd Germis
iStock
Shutterstock



**Votre eau
Notre essentiel**



CILE
Rue du Canal de l'Ourthe, 8
B-4031 ANGLEUR
Belgique

cile.be

